Le CESE a lancé ses travaux pour l'accès à tous à une alimentation de qualité



TRAVAUX PUBLIÉE LE 18/06/2024

Saisine liée :
QUELLES SOLUTIONS POUR PERMETTRE À TOUS DE BÉNÉFICIER D'UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ EN QUANTITÉ SUFFISANTE ?

Selon une enquête du CREDOC, **la précarité alimentaire concernait 16% de la population en 2023**, soit une hausse de 4 points par rapport à l'année précédente, alors qu'elle se situait à 9% en 2016, la forte inflation ayant aggravé de manière significative la situation.

Le CESE a lancé une nouvelle réflexion sur les enjeux de l'accès à tous à une alimentation saine et de qualité.

Alimentation saine et de qualité : un enjeu de santé publique majeur

L'agriculture ne peut plus aujourd'hui être organisée selon le seul prisme quantitatif, trop longtemps encouragé par les politiques publiques entraînant une course aux rendements. Il est urgent et indispensable d'intégrer ses impacts sur la biodiversité et l'environnement et dans un contexte de changement climatique désormais indiscutable.
Par ailleurs, la **précarité alimentaire** ne cesse de progresser dans notre pays, touchant deux nouvelles catégories comme les jeunes (1,5 million de jeunes adultes vivent en situation de pauvreté[1]), et les retraités.
Les enjeux relèvent à la fois de notre souveraineté alimentaire, de nouveaux modes de production (agricole et agro-alimentaire), de distribution et de consommation, d'équité sociale et de santé publique.

Un accès difficile et des aides insuffisantes

Face à la progression significative de la population dont les revenus sont insuffisants pour acheter la nourriture nécessaire, des dispositifs d'aides et de redistribution, s'appuyant notamment sur des associations, ont été mis en place : cantine à un euro, sécurité sociale de l'alimentation… Cependant, ces dispositifs ne peuvent seuls répondre à des demandes croissantes et cela interroge notre capacité à appliquer le droit à l'alimentation défini par l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies.
De plus, une forme de segmentation de l'alimentation se fait jour à la fois sociale et territoriale que ce soit dans la nature des produits consommés (bio, signes de qualité, produits industriels importés…) et dans leurs modes de distribution (circuits courts, grande distribution, hard-discount…)

Il est nécessaire d'assurer une véritable démocratie alimentaire pour une accessibilité à des produits variés sur l'ensemble du territoire.

Le CESE poursuit sa réflexion pour de nouvelles propositions

Conscient de l'acuité croissante de ces différentes problématiques, le CESE établira un rapport préalable visant à réaliser une large analyse de la situation actuelle avant de proposer ses préconisations, nouvelles ou actualisées au regard des évolutions, y compris législatives.
La commission « Territoires, agriculture et alimentation » a nommé les rapporteurs Jean-Louis Joseph et Dominique Marmier pour la préparation d'un rapport et projet d'avis qui pourrait faire l'objet d'une présentation en séance plénière au printemps 2025.

Le CESE poursuit ainsi sa réflexion sur ce sujet crucial et faisant suite à ses précédents avis :

> *« Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires » 2020*

> *« Favoriser l'accès pour tous à une alimentation de qualité, saine et équilibrée » 2014*

[1] Exposé des motifs de la proposition de loi visant à garantir la sécurité alimentaire des jeunes, Sénat, déposée le 8 mars 2024 (Rémi Cardon)

© - copyright CESE - Novembre 2026